

Basket/Mondial U19

Les héros hissent le drapeau malien à la deuxième place !



Visite du Premier ministre dans la région de Mopti : Dr Boubou Cissé à Koro



Plus de 60 milliards dans l'entretien routier au Mali : Une vraie escroquerie financière

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une Brèves	<p>Basket/Mondial U19 : Les héros hissent le drapeau malien à la deuxième place ! P.4</p> <p>Installation officielle du Gouverneur de la région de Mopti : La cérémonie en présence du Premier ministre, Dr Boubou Cissé le samedi 06 juillet 2019 P.8</p> <p>Gouvernorat de Mopti : Portrait du nouveau Gouverneur de Mopti 8 P.8</p> <p>Choguel Kokala Maiga sur la crise au Mali : Le complot d'un Premier ministre et de deux autres ministres contre le Mali P.9</p> <p>Assassinat ciblé à Dialloubé : Un indicateur des FAMA victime P.9</p> <p>Au 3ème jour de sa visite dans la région de Mopti : Le Premier ministre s'est aussi rendu à Bankass 9 P.9</p> <p>Fédération Régionale URD-GAO : Une conférence de presse pour informer sur la situation actuelle du pays P.10</p> <p>Désengorgement des prisons au Mali : Plus de 70 personnes libérées! P.10</p> <p>Lutte antiterroriste au Mali : Un "réseau terroriste" démantelé à Bamako 10 P.10</p> <p>Mon choix, ma conviction, ma démarche : Étienne Fakaba Sissoko répond aux accusations P.11</p>
Actualité	<p>Visite du Premier ministre dans la région de Mopti : Dr Boubou Cissé à Koro 13 P.13</p> <p>Plus de 60 milliards dans l'entretien routier au Mali : Une vraie escroquerie financière 14 P.14</p> <p>L'Appareil sécuritaire sur la sellette : La République en danger à cause des mieux informés P.15</p> <p>12ème conférence extraordinaire de l'Union africaine à Niamey : La Zone de libre-échange africaine entre en vigueur 16 P.16</p>
Politique	<p>Concertation : Le dialogue politique déjà verrouillé 17 P.17</p> <p>Mamadou O Sidibé, président du PRVM-Fasoko, à propos de la sortie de crise : "Nous sommes condamnés à nous donner la main pour aider IBK durant son dernier quinquennat" P.18</p> <p>Le président IBK lors du 18ème anniversaire du RPM : "Je ne suis pas tombé du ciel, j'ai un parcours politique et militant derrière moi" 20 P.20</p>
Culture & société	<p>Affaire judiciaire de Thione Seck : L'artiste parle de son séjour carcéral pour la première fois P.23</p>
International	<p>Crise au Soudan : Célébrations au Soudan après un accord de transition entre militaires et contestataires 24 P.24</p> <p>Vent de rébellion à l'APR : Des militants mettent en place le mouvement « Sénégal debout» P.25</p> <p>Corruption au Maroc : Le numéro vert fait tomber le directeur de l'Agence urbaine de Marrakech P.26</p> <p>Arrestation d'Abou Oussama al-Mouhajir : L'Etat islamique étêté au Yémen 26 P.26</p>
Sport	<p>Mali vs Côte d'Ivoire : Wilfried Zaha veut quitter le rassemblement des Eléphants !27 P.27</p> <p>CAN 2019 : IBK promet 5 millions aux Aigles pour battre les Eléphants de la Côte d'Ivoire P.28</p> <p>CAN 2019 : La Côte d'Ivoire et ses étoiles sur le chemin du Mali 28 P.28</p>

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.9



P.16



P.18





Basket/Mondial U19 : Les héros hissent le drapeau malien à la deuxième place !

C'est en véritables gladiateurs que les aiglons se sont battus jusqu'à la finale où ils ne se sont inclinés que devant les monstres américains. Pas de quoi rougir !

Ils ont ainsi honoré tout un peuple qui est fier d'occuper cette place. Les aiglons du basket qui ont battu l'équipe de France rentrent à la maison avec la médaille d'argent. Une première pour une équipe d'Afrique d'atteindre ce niveau dans ce championnat mondial de basket.

Les Maliens, à travers eux, viennent d'écrire une nouvelle page de l'histoire. Eux qui

avaient déjà été la première équipe africaine à avoir atteint ce niveau d'une compétition mondiale ; après deux participations (2007 et 2017). Ce dimanche, ils ont affronté en finale les États-Unis devant lesquels ils se sont inclinés sur le score de 79-93.

C'est une équipe technique, professionnelle et très combative qui donne ainsi à la nation malienne cette deuxième place mondiale de U19 de basket. En plus, ils nous donnent l'espoir d'avoir une coupe lors des prochaines compétitions.

Auteurs d'une solide compétition, les maliens sont désormais parmi les meilleurs du monde du basket. Avant de malmener les américains,

pendant les 3 quarts sur 4 de la partie, les maliens ont battu la Nouvelle Zélande (77-62), puis Porto Rico (84-74) et enfin les poulains de de El Hadj Dicko ont corrigé la France en demi-finale (76-73).

Le président de la république Ibrahima Bou-bacar Keita a salué une victoire historique à la compétition mondiale de sa catégorie. Le ministre de la Jeunesse et des sports a vibré avec les aiglons et les a félicité au nom du président de la République, celui du premier ministre et de tout son gouvernement. Le communiqué du Cnid exprime la fierté du peuple malien et remercie les jeunes d'avoir fait vibrer toute une nation.

Vice-champion du monde, le Mali n'a rien à envier aux USA qui, avec difficulté, a arraché la victoire à nos jeunes.

Félicitation aux dignes fils du Mali et rentrez la tête haute ! On est fier de vous.

■ **Moctar Sow**



La liste des 12 héros

Les 12 poulains du coach El Hadj DICKO qui ont fait honneur au drapeau malien ont pour nom :

Siriman Kanouté, Mohamed Keita, Abdoul Karim Coulibaly, Oumar Ballo, Gaoussou Fofana, Mohamed Sidibé, Martin Diakité, Fousseyni Dramé Hassane Dramé, Adramane Camara et Abou-bacar Djiré.



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !



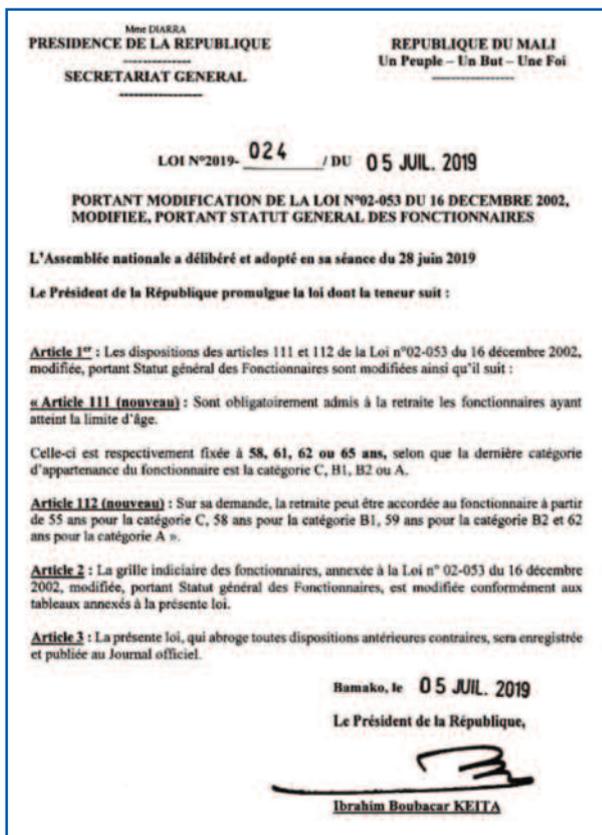
Sekou Samassa

Sekou Samassa à réseau des juristes du Mali, Rejuma. juristes et étudiants en droit Nos sages ont-ils été vraiment sages en déclarant la prorogation du mandat des députés conforme à la constitution. ?



Djibril Touré

L'âge d'admission obligatoire des fonctionnaires. Cette fois ci, nous avons jusqu'à 65 ans. ✓ En dehors de ça, le code du travail fixe l'âge de la retraite a 58 ans sauf continuation des services jusqu'à l'âge de 60 ans (Article 60 code de travail du Mali). 53 ans a droit a la retraite (une pension de retraite est garanti au travailleur qui compte au moins 13 années d'assurance sociale : Art 143 nouveau code de prévoyance sociale du Mali). NB : Et la jeunesse !!!!!!!!!!!!!!!



Ibrahima Anne

SOMMET UA Niamey mobilise 450 milliards pour l'accueil des chefs d'Etat. Soit un quart de son budget 2019 (Médiapart) Niger



Le principal opposant, Hama Amadou, condamné à un an ferme. La nouvelle loi électorale exclut de la compétition tout candidat à la Présidentielle condamné à un an ou plus. Comme par hasard...

Primature du Mali



Concertations régionales de la jeunesse : Dr Boubou Cissé préside le lancement Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé a procédé au lancement des concertations régionales de la jeunesse à Mopti cet après-midi dans la salle Sory Bamba, en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports Arouna Modibo Touré, du Gouverneur de la région, Général Abdoulaye Cisse, du président du Conseil national de la jeunesse du Mali, du Maire de Mopti Issa Kanyasse et des jeunes venus de toutes les régions du Mali.

Organisées par le Conseil national de la jeunesse du Mali avec le soutien du Gouvernement, les concertations régionales, qui aboutiront à des assises nationales, ont pour objectif essentiel de faire un diagnostic sans complaisance de la problématique jeunesse, identifier les contraintes majeures qui entravent tous les efforts de promotion de la jeunesse et parvenir à des propositions de solutions convenables.

Le Premier ministre a expliqué toute l'attention que les plus hautes autorités de l'Etat portent à la jeunesse.

4^{ème} jour de sa visite dans la région de Mopti: le Premier ministre à Bandiagara.

À son arrivée à Bandiagara, le Premier ministre a été accueilli au Palais Aguibou Tall où il a été reçu par la famille Tall. Il s'est également rendu avec sa délégation dans la famille du Chef Dogon.

Dr Boubou Cissé a par la suite, présidé au Conseil de cercle de Bandiagara, la conférence des cadres élargie à l'ensemble des forces vives de la ville (femmes, jeunes, autorités religieuses et coutumières). Au menu des échanges, le retour de la paix, la sécurité alimentaire l'installation d'une garnison militaire et le retour des déplacés.

Dans son allocution, le Maire de la commune Housseini Saye a exprimé sa fierté d'accueillir le Premier ministre et a saisi l'opportunité pour l'entretenir sur la crise multidimensionnelle que traverse toute la zone.

Comme mentionné dans les villes précédemment visitées, le renforcement de la sécurité est la principale préoccupation des populations, suivi de la relance de l'économie locale.

Il a mis en avant le caractère multiculturel de sa ville qui fait leur fierté depuis des siècles et qui doit favoriser le vivre ensemble et la paix. «Nous voyons un début de soulagement grâce à vous et à votre gouvernement » a-t-il déclaré. Les habitants qui sont intervenus lors de cette rencontre se sont engagés à s'investir à faire revivre Bandiagara d'antan où toutes les communautés vivaient en harmonie. Mr Tolo de Ginna dogon a lancé à l'audience: «Saisissons la chance que le Premier ministre et tous ceux qui veulent nous aider nous donnent pour sortir de la dynamique de guerre pour la dynamique de

paix.

Dr Boubou Cissé a annoncé la mobilisation d'une centaine de militaires à Bandiagara en attendant les dispositions à prendre pour l'installation d'une garnison militaire. Il a par ailleurs appelé au dépôt des armes et invité les populations au dialogue et au pardon.

Il a chaleureusement remercié et encouragé les représentants de l'Etat qui sont restés en poste malgré les menaces sécuritaires récurrentes.

Il a informé la population de la distribution de vivres en cours qui est destinée aux plus nécessiteux.

Le Dr Boubou Cissé a partagé un repas de corps au peloton de la Garde nationale avant de quitter la ville.

Abdourahamane Ben Mamata Toure

Page 25 accord alger . : Création d'un forage à Kidal, un à Gao et réalisation d'un puit citerne à Tombouctou. Très ambitieux



Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Bénin: 4 matchs sans victoire se qualifie pour les 1/4 de finale et l'Égypte 3 victoires 1 défaite est éliminée.

ANGA TA DRON



Ammy Baba Cisse

Des policiers vandalisent des véhicules tranquillement garés. Pourquoi? Il faut des suites puisque cela est une honte.

Seuls les médias dérangent la France.

Boubou Cissé est dans le centre avec plusieurs millions de francs CFA. Ses annonces ressemblent à celles de SBM.



Soro Guillaume Kigbafori

COMMUNIQUE DES AVOCATS DE MONSIEUR GUILLAUME KIGBAFORI SORO Paris, le 4 juillet 2019



Au regard des conditions particulièrement préoccupantes suivant lesquelles la 45^e Session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie s'apprete à se tenir à Abidjan, nous avons saisi le juge des référés pres le Tribunal de grande instance de Paris afin qu'il sursoie a sa tenue pour permettre ultimement a cette organisation de se reunir dans des conditions regulieres et qui ne portent pas atteinte aux droits de notre client en sa qualite de Premier vice-President de l'APF.

Cette saisine prenait acte de l'absence de toute réaction effective des instances dirigeantes de l'APF à la mise en demeure que nous lui avons préalablement adressée, soulignant les multiples incidents visant à déléster notre client des droits qu'il tient statutairement de sa qualité de Premier Vice- Président de l'APF, ainsi que l'existence d'un contentieux porte devant le Tribunal d'Abidjan, relativement à la section ivoirienne organisatrice.

Compte tenu de l'imminence de la tenue de la 45^e Session de l'APF, nous n'avions d'autre choix que de saisir le juge des référés comme un ultime appel à la raison et à la serenite necessaire à la tenue d'un tel événement.

Le juge saisi a estimé, dans une ordonnance rendue ce jour, que les conditions de son intervention en référés n'étaient pas réunies.

Cette décision n'entame aucunement le bien-fondé de nos demandes au regard des multiples violations déjà constatées des règles de droit applicables. Celles-ci sont consécutives à un différend interne à la Cote d'Ivoire, dont l'APF aurait du, par prudence et par application de ses Statuts, se tenir à l'écart. En choisissant de maintenir la tenue de sa 45^e Session a Abidjan et en pretant main forte au coup de force entrepris a l'encontre de sa section ivoirienne, elle s'en est fait l'otage en violation de ses propres règles.

Notre détermination reste entière et notre vigilance demeure quant aux résolutions que l'APF s'apprete à prendre et pour lesquelles Monsieur Guillaume Kigbafori SORO nous donne mandat d'ester à nouveau en justice et sur le fond cette fois, afin de rappeler la stricte application des règles et usages au sein de cette organisation et lui permettre de préserver ses droits.

Maître Ivan TEREL, avocat au barreau de Paris – AARPI GKA & associés
Mail : i.terel@gkavocats.net

Tél. : 01 83 80 70 30

**WESTERN
UNION**

WUSM

MONEY TRANSFER

Installation officielle du Gouverneur de la région de Mopti : La cérémonie en présence du Premier ministre, Dr Boubou Cissé le samedi 06 juillet 2019



De retour de Bandiagara, le Premier ministre Dr Boubou Cissé s'est directement rendu à la salle de conférence de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la région de Mopti où il a assisté à l'installation officielle du tout nouveau Gouverneur, le Général de Brigade Abdoulaye Cissé.

Devant toute la famille du corps préfectoral et le personnel du Gouvernorat, les autorités traditionnelles et religieuses, les parents et amis du nouveau Chef de l'exécutif régional, le Directeur de cabinet a lu le Décret no 2019-0453 du 29 juin 2019 portant nomination du Gouverneur de la région de Mopti, avant de tracer le portrait de l'officier.

C'est en effet un homme d'expérience à la carrière nationale et internationale bien fournie qui vient d'être nommé par le Président de la République à la tête d'une région qui est aujourd'hui devenue l'épicentre de la violence et des actes de banditisme que notre pays connaît depuis maintenant plusieurs années.

Le Général de Brigade Abdoulaye Cissé a été officiellement installé au nom du Président de la République selon la formule consacrée.

Les tâches qui l'attendent sont énormes mais il peut compter sur ses nombreux collaborateurs et sur une population déjà acquise à sa cause.

Gouvernorat de Mopti : Portrait du nouveau Gouverneur de Mopti

A tout juste, 50 ans, le Général de Brigade Abdoulaye Cissé est un pur produit du Prytanée militaire de Kati et de l'EMIA de Koulikoro. Il a été entre autres, sous-Chef d'état-Major général, Commandant de la 8ème Zone de défense de la 8ème région militaire à Sikasso, Attaché personnel du Président de la Commission de l'Union africaine, Aide de Camp du Président de la République du Mali, Chef du Centre conjoint des Opérations de la MISAC/UA-Bangui-RCA, Commandant adjoint du secteur Est de la MINUSCA-NU à Bria, RCA.

Un homme d'une grande expérience sur lequel repose l'espoir d'un retour définitif de la paix dans une zone fortement secouée ces derniers mois par des violences meurtrières.

COMMUNIQUÉ



Le 05 juillet 2019, à partir de 15 heures, les jeunes de l'association "SIGUIDA LAKANA" et sympathisants de Badalabougou, hostiles à l'implantation du siège du G5 Sahel au Mess des Officiers, ont organisé une marche de protestation sur l'itinéraire Palais de la culture - Mess des Officiers, en lieu et place du meeting d'information initialement annoncé.

Ladite marche n'étant pas autorisée, a été dispersée par les forces de l'ordre, attaqués sur cinq fronts à coups de jets de pierres.

Cette manifestation est d'autant plus incompréhensible que le Gouvernement a décidé, en Conseil des Ministres, de la délocalisation du siège du G5 Sahel. Une décision pourtant vivement saluée par les organisateurs de ces manifestations.

Le bilan de cette manifestation est ainsi qu'il suit :

- 37 blessés ;
- 07 véhicules des forces de l'ordre endommagés ;
- 25 personnes interpellées.

Suite à cette manifestation, il nous a été donné de constater, dans une vidéo-amateur, circulant sur les réseaux sociaux, des agents de l'ordre endommageant des véhicules d'autrui.

La hiérarchie rappelle que le maintien de l'ordre est une école de tolérance.

Cet acte regrettable de certains éléments des forces de l'ordre fait l'objet d'une enquête de l'Inspection de la Police Nationale.

Ses auteurs seront identifiés et subiront toute la rigueur de la loi.

Le Directeur Général de la Police Nationale sait pouvoir compter sur la bonne compréhension de tous.



Choguel Kokala Maiga sur la crise au Mali : Le complot d'un Premier ministre et de deux autres ministres contre le Mali



L'ancien ministre d'IBK a profité de cette présentation pour révéler le complot d'un premier et de deux autres contre le peuple malien, en faveur des rebelles : « Je vous dis ici que un Premier ministre plus deux ministres ont fait un papier, je suis sûr qu'ils ont trompé le président qui a donné son OK, pour aller à l'ONU, avoir un mandat pour venir trahir les élus, trahir le peuple malien à travers les personnes qu'ils ont élues, pour nommer ces mouvements armés qui ont terrorisé le peuple ».

Choguel révèle du lourd. Cette fois-ci, concernant le nouveau projet de la révision constitutionnelle. Dans ce document, selon Choguel Kokalla Maiga, bizarrement dans la partie « Serment du président de la République, le bout de phrase : « respecter et faire respecter la constitution » a disparu. L'opposant Maiga refuse de croire que cet état de fait soit un oubli. Cela entre dans le cadre de la violation de la constitution malienne pour lui. « Parce que les gens savent que l'accord viole la constitution. Dans d'autres pays, c'est les lois qui s'adaptent à la constitution et non l'inverse », laisse-t-il entendre

■ Source : Le Pays

Assassinat ciblé à Dialloubé : Un indicateur des FAMA victime

Les faits remontent ce vendredi à Dialloubé, une commune du cercle de Mopti. D'après nos réseaux d'informations sur place, cet horrible crime serait survenu à 23h49 minutes.

Il s'agirait de la décapitation de Fousseyni Diabaté dit Djeliba, un indicateur principal de nos Forces Armées Maliennes. L'horreur aurait été commise à son domicile par quatre (04) individus non identifiés sur deux motos.

La victime, précisent des témoins, aurait été égorgée devant les membres de sa famille et sa tête emportée par les criminels. Le téléphone de la victime, contenant les numéros et les noms de plusieurs sources aurait été également emporté.

Toutes les autres sources vivraient des menaces réelles et persistantes sur leurs vies. Des éléments de gendarmerie de Dialloubé désignés pour

Au 3ème jour de sa visite dans la région de Mopti : Le Premier ministre s'est aussi rendu à Bankass



De retour de Koro (région de Mopti), le Chef du Gouvernement Dr. Boubou Cissé et sa délégation ont fait une escale dans la ville de Bankass où ils étaient attendus par les populations et notabilités ce vendredi après-midi. C'est avec l'intonation de l'hymne national du Mali que le Premier ministre et sa délégation ont été accueillis dans la salle de conférence de la localité.

Dans son discours de bienvenue, le Maire, Allaye dit Moulaye Guindo a exprimé sa fierté d'accueillir le Premier ministre et a saisi l'opportunité pour l'entretenir sur la situation qui prévaut dans la zone. Situation similaire à celle qui prévaut à toute cette partie de notre pays. Le renforcement de la sécurité dans la zone à travers la présence massive des Famas demeure le vœu prioritaire des populations, impératif pour la relance de l'économie locale. Un souci partagé par les plus hautes autorités du pays à commencer par le Chef de l'Etat SEM Ibrahim Boubacar Keïta. Le Chef du Gouvernement a annoncé le déploiement de 1500 hommes prochainement et la mise en place d'activités génératrices de revenus dans le cadre du Plan de sécurisation intégré des régions du centre (PSIRC).

Dr. Boubou Cissé a profité de l'occasion pour lancer un appel au sursaut pour la paix et la cohésion sociale à l'ensemble de la population de la région. « On est à un moment où chacun doit dépasser ses rancœurs et ses meurtrissures, et que dans un sursaut salvateur, nous puissions organiser un vaste front de résistance à toute ethnicisations et politisation de la situation" a déclaré le Premier ministre.

En guise de rappel à nos valeurs culturelles et ancestrales, le représentant des forgerons de Bankass a remis au Chef du gouvernement une daba. Un acte symbolique en ce début d'hivernage qui a été apprécié à sa juste valeur par le Premier ministre. La visite de Bankass s'est soldée par les bénédictions de l'imam de la ville et de celles du représentant de la communauté chrétienne.

participer aux funérailles. Les criminels auraient donc compris que plusieurs de leurs plans tombent à l'eau à cause des renseignements qui sont fournis aux forces.

Dialloubé est une zone où les forces maliennes ont souvent procédé à des arrestations de présumés djihadistes, organisés en bandes au sein des populations.

Fédération Régionale URD-GAO : Une conférence de presse pour informer sur la situation actuelle du pays



La Fédération Régionale de Gao de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) a organisé une Conférence de presse, ce samedi 06 juillet 2019 à son Siège à Gao, pour informer l'opinion régionale et locale sur l'évolution de la situation politique, sociale, sécuritaire et institutionnelle, depuis la tenue du deuxième tour du scrutin de l'élection présidentielle de 2018.

Cet exercice avec la presse régionale de Gao est, en fait, l'expression de « notre volonté d'édifier les uns et les autres sur les problèmes, enjeux et perspectives de sortie de crise au Mali ».

Par ailleurs, le parti a tenu à rendre hommage aux Citoyens, Hommes et Femmes de tous âges de la Région de Gao qui se sont mobilisés pour vivifier la démocratie, et œuvrer pour la recherche de la paix, de la réconciliation et du mieux-être pour le Mali.

L'URD a également donné, en quelques points, ses positions sur les grands problèmes de l'heure qui secouent le pays.

La séance de questions/réponses qui a suivi a permis d'atteindre une meilleure compréhension des points ci-dessus annoncés et d'édifier l'auditoire.

■ La Rédaction

Lutte antiterroriste au Mali : Un "réseau terroriste" démantelé à Bamako

Un réseau terroriste a été démantelé et ses deux cerveaux interpellés dans la nuit de jeudi à vendredi par les forces de sécurité en collaboration avec le service des renseignements, a annoncé samedi le ministère malien de la Sécurité dans un communiqué.

Selon le communiqué, qui ne donne aucun détail sur le réseau, l'un des "cerveaux" a été interpellé à l'aéroport international de Bamako et le second près du Camp Soundiata de Kati (une ville garnison sur les hauteurs de Bamako).

Les deux hommes étaient en possession de deux valises contenant des documents divers, des stupéfiants et une quantité importantes de devises étrangères, précise le texte.

"Le ministre de la Sécurité a d'ores et déjà instruit aux différentes unités de renforcer le dispositif sécuritaire, d'intensifier les patrouilles et de redoubler la vigilance, notamment au niveau des points stratégiques et des lieux de rassemblement", indique le communiqué.

Désengorgement des prisons au Mali : Plus de 70 personnes libérées!



Les prisons au Mali constituent des véritables enfers qui ne présentent aucune norme d'humanisme. Des organisations de la société civile, mais aussi celles des droits de l'homme avaient plusieurs fois dénoncé le calvaire des détenus.

Dans sa mission de toilettage et d'humanisation des conditions de détentions, le Ministre Malick Coulibaly avait récemment doté la maison centrale d'arrêt de plusieurs humidificateurs afin de soulager les détenus.

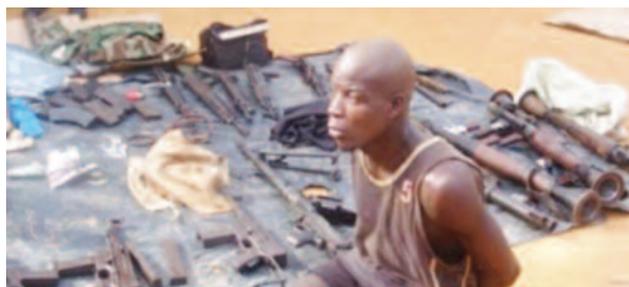
À la prison de centrale de Bamako, des sources font état de la libération de 76 personnes (détenus, condamnés) courant la semaine dernière. Ces libérations, selon nos informations, seraient intervenues après des audiences extraordinaires dans les tribunaux de la capitale.

Selon des sources concordantes, à la prison centrale de Bamako, 41 détenus. Parmi les 76 détenus, certains ne possèderaient même pas de dossiers dans les archives de la prison. Mieux, d'autres auraient fait plus de trois (03) ans de prison.

Aussi, 19 détenus, dont les dossiers ont été retrouvés étaient en détention depuis plus de trois (03) ans pour des affaires délictueuses sans être jugés. Parmi les condamnés, seize (16) personnes auraient purgé plus de cinq (05) ans de prison.

Selon notre source, il s'agirait des malades mentaux (fous) mais également des personnes dont les maladies ont occasionné une paralysie des membres supérieurs ou inférieurs. « Il y a des malades en phase terminale de cancer, de SIDA et d'hépatite. Elles ont été libérées avec l'autorisation des tribunaux pour des motifs sanitaires », rapporte notre interlocuteur.

Tous ces détenus, après des recoupements effectués, ont pour dénominateur commun, la pauvreté. Selon des sources concordantes au cabinet du ministre de la Justice, ces actions se poursuivraient à la grande prison de Bamako et concerneraient toutes les autres prisons du pays avant la fin de l'année.



Le ministre de la Sécurité a appelé les populations à garder le calme et à coopérer avec les forces de sécurité.

Mon choix, ma conviction, ma démarche : Étienne Fakaba Sissoko répond aux accusations

6 5 Millions, C'est le montant que j'aurais reçu de la part du Premier Ministre et de certains Ministres pour, soi-disant, enrôler des activistes dans la communication autour de l'accord politique.

QU'EST CE QUI ME FAIT LE PLUS MAL ?

- Que mes anciens alliés de l'opposition n'aient pas eu les « couilles solides » pour pondre ces balivernes à visage découvert ?

- Ou que j'aurais tellement aimé recevoir cet argent, parce que depuis, mes créanciers m'appellent de partout pour me parler des inepties de cet article ?

Dites donc, au PM et aux Ministres concernés que je suis disposé à recevoir un tel montant pour la communication sur cette phase cruciale de la vie politique de notre nation, et m'en mettre un peu dans la poche au passage.

MA CONVICTION...

Je me suis inscrit dans le processus de relèvement de notre pays depuis la signature de l'accord politique, je me suis associé à la démarche rédactionnelle des documents, à la communication et à sa signature. J'ai décidé de soutenir, sans réserve, les ministres qui ont fait leur entrée au gouvernement en faveur de l'accord politique (les Ministres TD et OHD), JE RÉPONDRAI PRÉSENT SI LE GOUVERNEMENT M'ESTIME UTILE pour jouer un rôle plus officiel dans le cadre de la mise en œuvre de cet



accord politique et des réformes politiques et institutionnelles qui en découleront.

- Quand j'ai commencé à m'intéresser à la chose publique, je n'ai consulté personne pour le faire.

- Quand j'ai décidé de soutenir Soumaila Cisse à la dernière élection présidentielle et d'être son porte-parole, je n'ai consulté personne pour le faire.

Je comprends les jérémiades des petits flagorneurs et prétentieux activistes et donneurs de leçons pour qui la dignité se mesure au baromètre dont, eux seuls, ont l'unité de mesure. Je ne me bats pas pour vous faire plaisir, mon engagement n'est pas lié à votre parti ou à vos combats politiques, il est pour mes propres convictions, pour mon pays et cela en ma façon. TANT PIS POUR VOUS SI CELA NE COÏNCIDE PAS AVEC VOS INTÉRÊTS POLITIQUES.

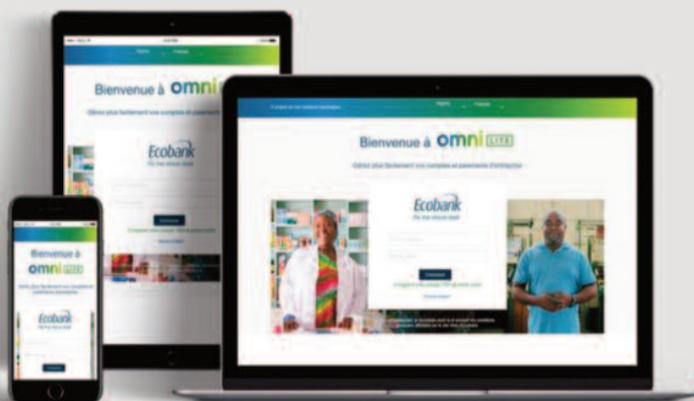
J'invite et j'exhorte encore, une fois, les patriotes sincères épris de l'avenir de notre pays à se rechercher, se trouver et se donner la main pour accompagner ce processus, qui, j'espère, ouvrira une nouvelle ère pour une sortie de crise.

Découvrez la nouvelle plateforme



La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Visite du Premier ministre dans la région de Mopti : **Dr Boubou Cissé** à Koro

C'est par la route que le Dr Boubou Cissé et sa délégation se sont rendus dans la ville de Koro.

Le Chef du gouvernement a rencontré la population pour s'enquérir de leurs conditions de vie, écouter leurs contributions dans la recherche de solution pour endiguer le problème sécuritaire et humanitaire dans la zone.

Il a été accueilli par le maire Soumaila Djimde et les notabilités de Koro et environs venus à sa rencontre. Dans son discours de bienvenue, le maire a remercié le Premier ministre et sa délégation pour leur présence qui est une marque d'engagement de l'Etat pour répondre à la situation sécuritaire qui prévaut dans la zone. Parmi les défis, il a mis l'accent sur la sécurité des personnes et de leurs biens, la

sécurité alimentaire, la crise économique, les questions de santé et d'assainissement. Les représentants des communautés peuls et dogons ont lancé des messages de paix et se sont engagés à mettre fin à la spirale de violence qui mine tout développement.

Le Dr Boubou Cissé a fait observer une minute de silence pour le repos des victimes des récentes tueries et a remercié les habitants de Koro pour l'accueil chaleureux. Le Premier ministre a rappelé que sa présence matérialise l'engagement pris par le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita lors de sa dernière visite dans la région pour trouver les voies et moyens, en concertation avec les populations afin de sortir de cette crise. Il s'agit de poser les jalons de la paix qui permettront

de relancer l'économie, de rouvrir les classes et permettre aux cultivateurs de retrouver le chemin des champs.

Les différentes couches de la population se sont exprimées à savoir les jeunes, les femmes et les communicateurs traditionnels qui demandent la reprise des activités économiques, et le renforcement de la présence militaire dans la zone.

Le Premier ministre a profité de l'occasion pour faire des annonces fortes : près de 1500 éléments en formation seront déployés très bientôt dans la région afin de renforcer la sécurité. Dans le cadre du Plan de sécurisation intégré des régions du centre (PSIRC), des activités génératrices de revenus sont prévues pour les femmes et les jeunes.

Le Dr Boubou Cissé a partagé un repas de corps avec les troupes au Camp de la Garde de Koro.

La visite s'est achevée par la prière du vendredi à la grande Mosquée.





Plus de 60 milliards dans l'entretien routier au Mali : Une vraie escroquerie financière

De 14 milliards de FCFA en 2015, le budget destiné à l'entretien des routes au Mali est passé en 2018 à 60,30 milliards de FCFA. Paradoxalement, l'état des 12 000 km qui composent le réseau routier national, est de plus en plus lamentable. À qui profite ce colossal investissement ?

Longtemps perçu comme étant un véritable instrument de désenclavement et un vecteur important dans l'accroissement, le réseau routier malien n'arrête pas de se densifier. Ainsi, en moins de 40 ans, les voies bitumées sont passées de 400 km à 4 695 km. Mais, l'épineuse équation demeure la problématique de l'entretien routier, la mise à niveau

des routes dans l'objectif de rallonger leur durée de vie.

Or, d'année en année, nos plus hautes autorités s'activent à allouer un faramineux portefeuille financier à l'entretien des routes. Ledit budget ne cesse de grimper, et de façon phénoménale.

Cependant, il est à déplorer, hélas, que cet accroissement de budget n'a jamais réussi à produire une incidence positive sur la qualité (de plus en plus mauvaise) de nos routes.

De 7 milliards en 2005, l'enveloppe est passée à 10 milliards (2006) puis 13 milliards (2007) et en 2018, elle est de 60,30 milliards de FCFA. Bonne chose, car, comme dit l'adage : « **les routes du développement passent par le développement des routes** ».

Pour l'année 2018, c'est la bagatelle de 60,30 milliards de FCFA qui a été mise à disposition pour « colmater » l'ensemble du réseau routier au Mali. Ce pactole a été souverainement adopté par la Commission travaux public de l'Assemblée Nationale. Elle peut, à coup sûr, transfigurer l'état de nos routes, mais à condition, qu'elle soit répartie sur la base d'une gestion transparente et efficiente.

Par ailleurs, il n'est un secret pour personne, que la défektivité de nos routes est sans conteste, à la base de nombreux accidents. Ainsi, selon le porte-parole du conseil national des transporteurs (CNTR), Soumaïla Thiam, nombres d'accidents sont causés par le fait de la dégradation des routes.

À titre, d'exemple, la route qui relie Bamako à Bougouni, ainsi que le corridor Bamako-Kayes, qui connaissent un état de détérioration terrible, ont été à la base de nombreux accidents mortels. « **L'entretien prétendu être accordé à nos routes n'existe que de façade** » souligne M. Thiam.

Selon le Directeur général de l'AGEROUTE, suivant la politique d'entretien les routes doivent subir deux types d'entretien. À savoir, l'entretien courant (une fois au moins chaque année) et l'entretien périodique tous les trois ans.

Par ailleurs, certes, les collectivités territoriales ont un rôle spécifique à jouer dans l'entretien, des routes, mais les pouvoirs publics se doivent de s'y impliquer d'avantage à travers un suivi beaucoup plus rapproché dans la gestion efficace et transparente des fonds consentis par le contribuable. Aussi, le coût de l'entretien étant trop élevé, pourquoi ne pas chercher à minimiser les diverses facteurs de dégradation dont, notamment la surcharge, les eaux de pluies...

Plus de rigueur à l'AGEROUTE !

Il y a quelques années, certains professionnels du secteur, attribuaient le mauvais état des routes aux Agences (AGETIPE et AGETIER) chargées de gérer le budget de l'entretien des routes.

Selon eux, c'était ces deux agences qui assumaient la maîtrise d'ouvrage déléguée, et attribuaient les marchés de l'entretien des routes à des entreprises non performantes ou (souvent) même à des entreprises fictives. Ainsi, certaines parmi elles (entreprises), ne disposant pas du matériel requis ne se donnaient même pas la peine de se rendre sur leurs sites, une fois qu'elles ont empoché les pactoles. C'est donc, pour parer à cette gestion des agences jugées calamiteuses, que, l'AGEROUTE a été créée en 2005.

Rattachée au Ministère des Infrastructures et de l'Équipement, l'AGEROUTE s'est désormais substituée aux agences. Cependant, le problème de l'entretien routier au Mali est resté entier. Pour preuve, certaines des entreprises auxquelles l'AGEROUTE a attribué les marchés ces dernières années, n'ont pas honoré leurs engagements. Prétextant l'insécurité dans le pays, ces entreprises ne se sont même pas rendues sur leurs sites. Pour s'en convaincre, il suffit de constater l'état de la plupart de nos axes routiers.

■ **Cyrille Coulibaly**

L'Appareil sécuritaire sur la sellette : La République en danger à cause des mieux informés



Comme si le terrorisme ne causait pas déjà suffisamment de mal au Mali, les grandes oreilles de la République entreprennent, à leur tour, de l'ébranler. Ce nouveau cancer risque de saper plus profondément les fondements de notre pays.

La recherche des meilleures solutions pour une sortie de crise est certainement la chose la mieux partagée dans notre pays. Chacun y va de ses recettes, avec l'espoir qu'une convergence de vues est au bout des engagements de tous. Le triumvirat chargé de préparer les préalables au fameux dialogue politique inclusif est déjà à pied d'œuvre et les Maliens, las des guéguerres qui émaillent les relations entre les acteurs politiques, prient sans doute pour que l'on trouve au plus un cadre opportun à même de sauver l'essentiel. Mais, voilà, un nouveau diabolin surgit et l'on ne semble pas se préoccuper outre mesure de ses agissements. Il a pour nom « les règlements de comptes entre les grandes oreilles de la République » ; c'est-à-dire, la détermination d'en découdre entre ceux-là qui, à un moment ou à un autre, ont eu la charge de gérer la sécurité des citoyens, les services de renseignements et structures similaires.

Tout semble avoir commencé avec la publication d'une communication sur une plateforme défendant l'honneur du Général Moussa Diawara, ci-devant actuel Directeur Général de la Sécurité d'État. L'article a, d'évidence, écorché vif d'autres acteurs du domaine qui commencent à réagir sans ménagement. On note ainsi de la part du Général Yamoussa Camara, ancien Ministre de la Défense en disgrâce, depuis

son lieu d'incarcération, une sorte de lettre ouverte à ses compatriotes aux accents d'une énergique philippique décochée à la fois contre Soumeylou Boubèye Maïga, ancien patron de la Sécurité d'État et non moins ancien Premier Ministre, et au Général Moussa Diawara, actuel maître des services de renseignements. Les deux derniers sont traités d'imposteurs et de délateurs par leur accusateur qui, on peut le supposer, n'en restera pas à cette sortie.

Il y a quelque chose de très dangereux pour l'État quand les mieux informés du pays commencent à se tirer ouvertement dans les pattes. Tous les secrets d'alcôves, petits et grands, risquent, en effet, de remonter à la surface. Les fondements de la République pourront-ils résister à un tel déballage qui, du reste, sera nourri de révélations dangereuses compromettant dangereusement les tenants du pouvoir, des mis en cause, encore vivants, voire des cas de figure insoupçonnés? Pour peu qu'on en saura, il y a un cancer d'un type nouveau qui menace le corps poreux du Mali. Tout cela se passe au moment où l'ex-Premier Ministre est convoqué en France pour être entendu par le Juge Marc Harbaut, chargé de la Cellule Anti-terrorisme dans l'affaire de l'assassinat à Kidal des journalistes français Ghislaine Dupont et Claude Verlon.

Dans tous les cas, nous sommes désormais de plain-pied dans une phase inédite de combat politique impliquant le saut dans l'arène de hauts Responsables des renseignements. Un danger qu'il faut certainement circonscrire au plus vite. Car, autrement...

■ **Thierno Baro dit Soudanais ancien**

12ème conférence extraordinaire de l'Union africaine à Niamey : La Zone de libre-échange africaine entre en vigueur



Le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, a pris part le 7 juillet 2019, au lancement officiel de l'opérationnalisation de la « Zone de libre-échange africaine, ZLECAF ».

La cérémonie solennelle d'ouverture des travaux de lancement était présidée par le Président du Niger Mahamadou Issoufou. C'était en présence d'une trentaine de Chefs d'Etat africains dont le président égyptien qui assure la présidence de l'UA et des Premières Dames d'Afrique, du système des Nations Unies, du Président de la Commission de l'Union Africaine, au Palais des Congrès de Niamey.

Le projet a pu se concrétiser grâce à la volonté politique, et à une grande détermination des dirigeants africains pour en arriver à ce jour historique pour l'Afrique.

Ce sommet extraordinaire de Niamey 2019, est la consécration d'une grande avancée dans le sens de l'intégration de l'Afrique. Il participe à la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes phares par l'Union Africaine dans la perspective Afrique 2063, un programme ambitieux qui se veut être celui de la consécration définitive et parfaite de l'unité de l'Afrique.

Malgré les grands défis sécuritaires, la réalisation de cette zone de libre-échange apportera une grande stabilité et le développement au Continent Africain, il va permettre l'échange entre les pays africains avec un grand impact économique et social, création d'emplois, mobilité de la main-d'œuvre entre autres.

Le Nigeria, le Benin et la Guinée Équatoriale, en signant ce matin l'accord de participation à la ZELCAF augmentent le nombre de pays membres signataires à 55 entre Kigali 2018 et Niamey 2019, selon le Président de la Commission de l'Union Africaine Moussa Faky. Le Rendez-vous de Niamey a battu le record en termes de participation avec la présence de 27 Chefs d'Etat.

Sans son allocution d'ouverture, le Président de la Commission de l'Union africaine, en plaidant pour la paix, gage de tout développement a souligné « La zone de libre-échange devient ainsi le plus grand espace commercial au monde ». Il évoquera également l'impact de la zone de libre échanges sur les populations africaines entre autres, la réalisation des infrastructures routières, ferroviaires, les ponts, les aéroports.

Pour le président du Niger, " Notre Continent

vit un moment décisif de son histoire avec le lancement de la zone de libre-échange continentale africaine. Ce projet constitue un TOUT cohérent avec les autres plans et programmes de l'agenda 2063 de l'union africaine notamment le plan de développement des infrastructures en Afrique, le plan de développement industriel de l'Afrique, le plan de développement agricole de l'Afrique. L'agenda 2063 est en réalité une mise à l'échelle du continent des plans que nos gouvernements exécutent au niveau national. Réalisation de la vision de l'Afrique que nous voulons : « une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée et gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale »

Le Président de la République, avait à ses côtés trois membres du gouvernement, l'Ambassadeur du Mali auprès de l'Union Africaine, le Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République.

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République**



Concertation : Le dialogue politique déjà verrouillé

Installé le 25 juin 2019 par le président de la République, le Triumvirat en charge de la facilitation et de la conduite du Dialogue Politique Inclusif, a rencontré les hommes des médias dans le cadre d'une conférence de presse au cours de laquelle il a parlé de la mission à lui confiée.

Les Maliens fondent beaucoup d'espoir sur le dialogue politique inclusif. Mais, le contenu même des termes de référence de ce dialogue, et le choix unilatéral des personnalités pour le conduire les poussent à déchanter.

Dans les termes de référence, il est clairement indiqué que le dialogue politique inclusif « ne sera point une conférence nationale souveraine, comme celle que le pays a organisée en 1991. Elle ne sera pas non plus, une porte ouverte à la mise en veilleuse des institutions actuelles et leur remplacement par un régime de transition. Le dialogue devra s'inscrire dans le strict respect de la Constitution et des lois de la République et être un atelier d'incubation d'idées nouvelles... » Et pour bien marquer le coup, le document précise que les idées nouvelles seront formulées en résolutions que le Président de la République s'engagera à assurer la mise en œuvre sous la surveillance d'un comité ad hoc désigné par la plénière du dialogue politique inclusif.

Autre point important à relever et qui prédit d'avance l'échec du dialogue politique, c'est le verrouillage d'avance des thématiques qui se-

ront débattus. En effet, trois thématiques sont imposées au sein desquelles figurent en bonne place les préoccupations essentielles du pouvoir : la révision constitutionnelle, la révision du projet de loi d'entente nationale, le calendrier électoral.

Un autre tour de vis supplémentaire qui renforce le doute sur la sincérité du pouvoir : la question des participants. En effet, c'est lui qui les désignera audit dialogue, lequel sera circonscrit aux limites administratives de nos cercles et sous l'égide des Administrateurs de l'État ! S'agissant des résultats attendus, ils portent sur la décrispation politique, le projet de révision constitutionnelle, le chronogramme électoral qui redéfinira un nouveau calendrier pour la tenue des élections.

En définitive, l'État malien ne veut pas que l'on analyse les causes réelles de la crise multidimensionnelle à laquelle notre pays est confronté. Cette crise est l'aboutissement d'un long processus d'orientation, de choix et de pratiques politiques opportunistes et antipopulaires aux conséquences désastreuses pour le Mali qui ont prévalu pendant près de trois décennies.

Comment comprendre que le régime, qui affirme qu'il veut appliquer un traitement de choc au grand malade qu'est le Mali, prescrive finalement une perfusion prolongée qui n'aura aucun effet sur le patient ?

En réalité, l'expérience de la révolution de mars

91 a montré très clairement que le pays est divisé, et qu'il n'existe pas d'homogénéité, d'identité d'intérêts et d'objectifs entre ceux qui sont responsables de la faillite et du chaos et sont aux commandes pour préserver leur position, défendre et promouvoir leurs intérêts, et le peuple c'est-à-dire, les larges couches de travailleurs qui sont laissés pour compte.

Le peuple a été victime de leur gestion catastrophique criminelle. Donc, les objectifs sont radicalement différents et les intérêts diamétralement opposés. Ceux qui ont acquis leur situation de privilège et accumulé des fortunes colossales par la corruption, le pillage des ressources naturelles et minières, l'instrumentalisation des institutions, ne veulent pas que le système dont ils se sont servis soit aboli. Ils veulent simplement qu'il soit réaménagé pour calmer provisoirement les frustrations, les injustices. Les propositions hypocrites, tout comme les nombreux appels à « l'union sacrée » visent à mystifier le peuple. Ce ne sont que des mensonges, voire même une trahison du peuple.

Aujourd'hui, les Maliens doivent se lever pour dire non à ce dialogue politique verrouillé d'avance et créer les conditions d'un changement véritable qui sauvera notre pays de la faillite et de l'éclatement.

■ **Nouhoum KEITA**

Mamadou O Sidibé, président du PRVM-Fasoko, à propos de la sortie de crise : “Nous sommes condamnés à nous donner la main pour aider IBK durant son dernier quinquennat”



Dans une interview qu'il a bien voulu nous accorder, le président du Parti pour la restauration des valeurs du Mali (Prvm-Fasoko), Mamadou Oumar Sidibé, a évoqué, entre autres sujets, les raisons de la suspension de sa participation aux activités de l'Epm, la création de la Coalition des candidats pour le Mali (Ccm), la nécessité de se donner la main pour aider le président IBK ainsi que celle de la révision de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger... Aujourd'hui-Mali : Vous venez de suspendre votre

participation à l'Epm, quelles sont les raisons qui ont motivé cette décision et la création de la Ccm ?

Mamadou Oumar Sidibé : Au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 2018, en tant que candidat de la Coalition pour le renouveau politique (Crp), nous avons fait le choix de soutenir le président Ibrahim Boubacar Keïta pour la mandature 2018-2023 sans condition. C'est ainsi que nous avons adhéré à la plateforme “**Ensemble pour le Mali (Epm)**” afin

d'apporter notre savoir-faire pour la sortie de crise et l'instauration de l'intégrité du territoire national. Aussi, nous avons décidé de soutenir toutes les institutions de la République.

Près d'un an de participation aux activités de l'Epm, nous n'avons pas pu agir efficacement de concert avec le gouvernement pour traduire en actions concrètes les nombreuses aspirations de nos populations. Aussi, le leadership politique au sein de l'Epm n'a pas pu créer des conditions favorables pour ce faire, hélas. Ce compagnonnage à l'Epm n'a pas pu produire les résultats escomptés, à savoir fournir un socle solide et un soutien ferme au gouvernement dans la mise en œuvre de son plan d'actions et de préparation des réformes institutionnelles nécessaires pour un nouveau départ de notre cher Maliba.

C'est donc, compte tenu de ces difficultés, que j'ai décidé en toute responsabilité de suspendre ma participation aux activités de l'EPM ainsi que les anciens candidats ayant soutenu IBK au second tour. Je réitère notre soutien au président de la République Ibrahim Boubacar Keïta et au Gouvernement. C'est ainsi nous avons décidé de fédérer nos efforts au sein de la Coalition des candidats pour le Mali (Ccm).

Quels sont donc les objectifs la Ccm ?

L'objectif principal de la “CCM2018” n'est autre que de contribuer à l'unité nationale, à la cohésion sociale et à la prospérité de notre pays. Aussi, il s'agit pour nous de formuler des propositions concrètes sur des sujets de grandes préoccupations de la nation, notamment les réformes institutionnelles, le projet de découpage administratif, l'accord pour la paix et la réconciliation, l'organisation du dialogue national inclusif et la mise en œuvre de l'accord politique de gouvernance.

La Coalition des Candidats pour le Mali sera de tous les combats nécessaires et soutiendra fermement nos autorités et nos institutions pour que la République tienne debout face à tous ses dangers qui la menacent dans son existence.

Comment comptez-vous aider le président IBK au sein de cette nouvelle entité ?

Pour le peuple malien, nous avons jugé utile et pertinent d'unir nos forces et nos expertises pour soutenir le président IBK. En effet, au lendemain de la réélection très difficile du président IBK, le contexte n'a pas été favorable à l'union de tous les candidats autour de notre pays, en proie en une crise multidimensionnelle. Aussi, l'ébullition du front social et sécuritaire n'a pas non plus permis d'évoluer sereinement dans la mise en œuvre du programme de gouvernance de la majorité présidentielle.

Quelle solution préconisez-vous pour mettre fin aux attaques barbares

perpétrées dans le centre du pays ?

La situation sécuritaire au centre du Mali est une situation complexe. Car, depuis 2012, le Mali vit dans une sorte d'entonnoir. Le problème du nord s'est subitement déplacé au centre du pays. Et c'est aussi les effets de l'Accord pour la paix et de la réconciliation nationale, au Mali, issu du processus d'Alger. Cet Accord n'est pas applicable et nous l'avons toujours souligné. On n'arrive pas à résoudre les problèmes du Nord à plus fort raison ceux du Centre.

Ce que nous préconisons, c'est tout simplement la révision de l'Accord conformément à certaines de ses dispositions. En plus, il faut la présence effective des services de l'État dans les zones touchées, notamment dans le centre et au nord du pays. Il faut organiser des recrutements massifs au sein des forces de défense

et de sécurité. Et enfin il nous faut aller rapidement vers un dialogue national inclusif.

Pensez-vous que le président IBK pourrait-il sortir le Mali de la situation de crise actuelle ?

Oui, bien sûr ! Ce qu'il faut d'abord saluer, c'est la signature de l'Accord politique de gouvernance (Apg) qui pourra certainement conduire vers la décrispation de notre front socio-politique. Aujourd'hui, le président IBK est déterminé à sortir le Mali de la crise. Une chose est certaine, nous sommes condamnés à nous donner la main pour aider le président durant son second et dernier quinquennat.

■ Réalisée par Boubacar PAÏTAO

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Le président IBK lors du 18eme anniversaire du RPM : **“Je ne suis pas tombé du ciel, j’ai un parcours politique et militant derrière moi”**

La célébration de ces 18 ans d’existence s’est passée en présence des partis et associations amis et des formations politiques membres du regroupement Epm (auquel est affilié le Rpm) et d’autres regroupements politiques. Et surtout de nombreux militants. Les festivités de cet anniversaire ont été marquées par trois interventions. Il s’agit de celles du président du parti, Dr Bocary Tréta, du secrétaire général Baber Gano et du président Ibrahim Boubacar Kéïta fondateur du parti. Le père fondateur du parti des Tisserands, dans son intervention, a salué l’ensemble des militants de cette formation politique, notamment les jeunes, les femmes. Il a surtout saisi cette

occasion pour faire un rappel de son passé politique et militant au service du Mali. Pour l’actuel locataire de Koulouba, son parcours est le couronnement d’un long combat pour le Mali. **“ Ne me voyez pas de la sorte, j’ai un passé derrière moi. Durant mes études en France, j’ai été chauffeur dans une usine de Citroën. A côtés des mes études en France, je venais en aide à certains de mes compatriotes en leur dispensant des cours. Ce, sans tenir compte de ma vie associative, le ministre Boubacar Bah dit Bill pourra témoigner de ce que nous avons fait dans ce sens ”** a soutenu l’actuel locataire de Koulouba. Après les

études, a-t-il poursuivi, il a travaillé pour une organisation internationale (ndlr : Terre des hommes) ce qui lui a permis de parcourir le pays, notamment le Nord du Mali. **“Beaucoup de mes collaborateurs au sein de cette Ong voulaient que j’aie des assises d’abord avant de démissionner, je n’ai pas accepté parce qu’il s’agit du Mali”** a ajouté le père fondateur du Rpm qui a rappelé les postes qu’il a occupés, notamment directeur adjoint de campagne de Alpha Oumar Konaré jusqu’à l’ascension de ce dernier à la magistrature suprême. **“Sachez que j’ai un passé derrière moi, je ne suis pas tombé du ciel et j’aime ce pays”** a ajouté le président IBK. Pour sa part, le président du parti, Bocary Tréta, s’est félicité de la réélection de leur candidat lors de la présidentielle de juillet et d’août 2018. **“ Cela a été rendu possible grâce à l’engagement des militants du Rpm, des partis membres de l’Alliance Ensemble Pour le Mali (EPM), des associations et clubs de soutien et de nombreux amis, sympathisants et citoyens qui ont partagé la vision et le programme du président IBK ”** a soutenu Tréta. Selon lui, le report des législa-

tives de 2018 a placé notre pays devant des choix difficiles : rassembler les filles et les fils dans le cadre d'une union sacrée des forces politiques et sociales en vue de faire face aux défis nationaux dans le respect des institutions, de la constitution et de nos engagements internationaux.

“La prorogation non pas du mandat des députés mais de la législature de l'Assemblée nationale n'est pas un choix délibéré, mais la solution la moins coûteuse et l'option de moindre mal pour préserver la continuité de l'Etat et le fonctionnement régulier des institutions et ce dans le respect de la constitution. C'est pourquoi, je lance un appel militant à l'ensemble des forces politiques et sociales à la compréhension et à la coopération autour de l'essentiel” a-t-il ajouté. Le Rpm a salué la décision du Conseil de sécurité qui a décidé, à l'unanimité de proroger le mandat de la Minusma jusqu'au 30 juin 2020.



Le cinquième congrès du parti prévu cette année

Pour le président des Tisserands, l'année 2019 est celle du 5e Congrès ordinaire du parti.

“Nous devons mettre le cap sur l'avenir avec des objectifs clairs qui sont de gagner les élections sénatoriales, législatives, régionales, locales et communales partielles pour préserver et renforcer notre place de première force politique du pays” a-t-il martelé. Pour lui, ce 5e Congrès dotera le parti de nouveaux organes et définira les directives pour les combats à mener. Et dans les jours à venir, a-t-il poursuivi, le BPN prendra des dispositions en vue du lancement des opérations de renouvellement des organes à la base.

Quant au secrétaire général, Baber Gano, il a fait l'état des lieux du parti qui avec plus de 2000 conseillers et plus d'une soixantaine de députés reste la première force politique du pays. En tout cas, la présence du président IBK à cet anniversaire a été saluée par les militants et les responsables qui voient à travers cette présence un geste qui mettra fin aux spéculations sur les rapports entre IBK et son parti.

■ **Kassoum THERA**



malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE :
46 MALIENS PERISSENT EN MER

VIBREZ AVEC MALITEL



SPRIT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.

Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises.

Profitez de chaque match, chaque but,.....

Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.

Affaire judiciaire de Thione Seck : L'artiste parle de son séjour carcéral pour la première fois



Pour la première fois en public, Thione Seck parle de son dossier judiciaire, notamment l'histoire des faux billets qui lui ont valu 8 mois de détention. Il est l'invité de l'émission *Sortie* qui sera diffusée ce dimanche sur Walf-Tv.

Thione Seck brise le silence pour la première fois depuis qu'il s'est libéré de ses démêlés judiciaires. Invité de l'émission *Sortie* qui sera diffusée ce dimanche sur Walf-Tv, Ballagopère n'a pas fait dans la demi-mesure. Il est revenu sur sa vie carcérale, dans le cadre de l'affaire portant sur le trafic de faux billets. Thione de souligner qu'il est rentré dans l'histoire judiciaire, avec l'application du règlement n°5 de l'Uemoa qui consacre la présence de l'avocat dès l'interpellation. «Un avocat m'a dit que tu es rentré dans l'histoire avec l'application du règlement numéro 5 qui devient la jurisprudence Thione Seck», a souligné l'invité de *Sortie* présentée par la talentueuse journaliste Ndeye Fatou Ndiaye. En ce qui concerne le sac contenant les faux billets de banque, Thione Seck, comme il l'a toujours indiqué, précise qu'il s'agissait d'un complot. Et, l'histoire lui a donné raison. «Ces sacs contenaient des mouchoirs. Ces sacs scellés ont été ouverts pour montrer les paquets de Kleenex qui s'y trouvaient alors qu'on m'a traîné dans les caniveaux. Certains journaux ont même raconté des histoires fabriquées de toutes pièces. Je le mets sur le compte du destin. C'est un non-sens parce qu'on ne peut pas placer une personne en détention pour une histoire de mouchoirs. Si j'avais défoncé une porte

pour commettre une effraction, j'aurais réalisé un délit. Mais cela ne s'est pas passé comme tel. C'est un complot ourdi contre ma personne», a détaillé le lead vocal de Raam daan.

«Je suis entré dans l'histoire judiciaire du Sénégal»

Profitant de l'occasion, Thione Seck a remercié ses collègues artistes qui lui ont rendu visite en prison. Il s'agit des chanteurs Ismaëla Lô, Baba Maal, Omar Pène et Kiné Lam qui se sont rendus à la prison du Cap Manuel. Quid des autres artistes? Thione se garde tout de même de nommer Youssou Ndour, Coumba Gawlo Seck, Ndeye Fatou Tine alias Titi. «Ils ont brillé par leurs absences», a expliqué Thione sur un air taquin. Malgré que la procédure soit annulée pour vice de forme, Thione ne craint pas un appel du procureur de la République. «Le procureur a le droit de faire appel. C'est son droit le plus absolu», souligne-t-il tout en confondant en remerciement ses avocats. «Mes avocats se sont bien comportés et ont bien défendu le dossier. Je les remercie au passage. C'est Me Ousmane Sèye qui dirigeait le pool d'avocats composé d'Abbou Dialy Kane, Bamba Cissé, Samba Thiam et autres. J'avais constitué 14 avocats».

Sur un autre registre, il est revenu sur les dommages qu'il a subis dans ce dossier. «J'ai fait 8 mois de prison. Le préjudice que j'ai subi est incommensurable. On m'a causé beaucoup de dommages et de pertes. Déjà lorsque je venais d'être arrêté, j'avais paraphé un contrat

pour une tournée en Côte-d'Ivoire. On m'avait d'ailleurs fourgué une avance. Il y avait également un autre contrat pour l'Angleterre. Mais, mon fils Waly a honoré le troisième contrat que j'avais signé», révèle celui que ses fans surnomment Papa Thione. Il ajoute : «En bon croyant, on doit suivre la tracée du Tout-puissant qui a voulu que je fasse la prison. Un journaliste de Walf, à l'émission *Balance*, a, une fois, évoqué mon dossier. A cette époque, j'étais encore en détention. Le journaliste s'étonnait de mon emprisonnement pour recel de faux de billet. Il soutenait que je n'avais pas commis d'infraction d'autant que je n'ai pas mis en circulation les faux billets. Et que contrairement à la drogue dont la détention est interdite, en matière de faux billets, c'est la mise en circulation qui est réprimée par la loi».

«J'ai demandé à Macky Sall de libérer Khalifa Sall»

Plus loin dans l'entretien à paraître sur Walf-Tv ce week-end, Thione est d'avis que la procédure ne s'est pas déroulée dans les règles de l'art. Selon lui, lorsque les éléments de la gendarmerie faisaient la perquisition, des journalistes stationnés au dehors étaient déjà au courant. «Qui les a informés?», s'interroge-t-il. «Le lendemain, l'affaire a fait la Une des journaux. S'il s'agissait de la France où d'un pays où on respecte les droits, la procédure aurait été annulée bien avant. Mais je rends grâce à Dieu. C'est quelque chose qu'il a voulu. C'est par sa bénédiction que j'ai été élargi. Ma femme a beaucoup souffert de cette histoire mais en silence. Mes enfants idem. Ce que je peux dire, c'est que je ne connais pas comment on fabrique de faux billets. Je n'en n'ai jamais fabriqué. Je ne dispose également pas de machines qui fabriquent de faux billets. Et je ne suis pas en contact avec des personnes qui le fabriquent. Ce visage qui vous regarde les yeux dans les yeux n'est pas celui d'une personne qui fabrique de faux billets».

Le cas Khalifa Sall s'est également invité aux débats. Et c'est pour plaider pour sa libération. «Beaucoup de personnes sont en prison par erreur. Si j'avais le pouvoir de faire sortir Khalifa Sall, je l'aurais fait bien avant. J'en ai même fait la demande auprès du président de la République, Macky Sall», plaide Thione Seck.



Crise au Soudan : Célébrations au Soudan après un accord de transition entre militaires et contestataires

Des soudanais lors d'une manifestation contre le conseil militaire à Khartoum, au Soudan, le 30 juin 2019.

Un nouveau souffle d'espoir a envahi les rues de Khartoum vendredi après un accord entre le pouvoir et la contestation sur une instance de transition, premier signe de sortie de crise après des mois de tensions au Soudan.

Des centaines de personnes sont descendues dans les rues de la capitale, laissant éclater leur joie et clamant "Le sang des martyrs n'a pas coulé pour rien", en référence aux victimes de la répression des manifestations.

Après deux nuits de négociations, le Conseil militaire, au pouvoir depuis la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril, et les meneurs du mouvement de protestation se sont

accordés sur le principe d'une présidence alternée à la tête de la future instance appelée à diriger la transition pendant trois ans.

C'était le principal point de discord qui avait abouti à la suspension des discussions en mai. La tension s'était accrue avec la dispersion le 3 juin d'un sit-in devant le siège de l'armée à Khartoum, un drame qui a fait des dizaines de morts parmi les manifestants et provoqué un tollé international.

"Nous avons traversé une phase difficile. Nous avons souvent eu le sentiment que notre révolution avait été détournée, mais aujourd'hui nous pouvons célébrer notre victoire", s'est félicité Mohamed Hussein, en observant les scènes de liesse, accompagné de ses enfants. Aucun membre des forces de sécurité ou des

paramilitaires des redoutées Forces de soutien rapide (RSF), n'était présent pendant ces défilés.

Dans la rue, les Soudanais continuent toutefois de réclamer un "gouvernement civil" et sur les réseaux sociaux, beaucoup disent ne pas faire confiance aux militaires.

"Ce n'est pas fini, mais les règles du jeu ont changé. On doit être malin maintenant", a dit un internaute sur Twitter. Plus sceptique, un autre a écrit, "Ce n'est pas pour ça que nos martyrs sont morts..."

Signature lundi ?

C'est grâce à des médiateurs éthiopiens et de l'Union africaine (UA) que les deux camps ont repris le dialogue mercredi.

"Les deux camps se sont mis d'accord sur l'instauration d'un Conseil souverain, avec une alternance entre les militaires et les civils, pour une période de trois ans ou un peu plus", a dit le médiateur de l'UA, Mohamed El-Hacen

Lebatt, lors d'une conférence de presse. L'accord final, qui va être rédigé par un comité d'experts, doit être prêt pour sa signature dès lundi, selon un communiqué de l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur de la contestation.

Les militaires vont d'abord présider la transition pendant 21 mois et les civils prendront la relève durant 18 mois, pour une période totale de trois ans et trois mois, d'après le texte.

"Aujourd'hui notre révolution est victorieuse", écrit-il.

Le Conseil souverain sera composé de six civils, dont cinq issus de l'ALC, et de cinq militaires, selon un leader de la contestation, Ahmed Rabie.

L'accord "n'exclura personne"

Le numéro deux du Conseil militaire, le général Mohammed Hamdan Daglo, surnommé "Hemeidti", a déclaré vouloir "rassurer toutes les forces politiques (...) et tous ceux qui ont participé au changement" que l'"accord n'exclura personne". Les deux camps se sont aussi mis d'accord pour "une enquête minutieuse, transparente, nationale et indépendante, sur les différents incidents violents malheureux des dernières semaines", a souligné M. Lebatt.

La contestation réclamait depuis des semaines une enquête indépendante et internationale sur la dispersion du sit-in le 3 juin. Les généraux avaient refusé.

Depuis le 3 juin, la répression a fait 136 morts, dont une centaine dans la seule dispersion du sit-in, selon un comité de médecins proche de la contestation. Les autorités parlent de 71 morts depuis la même date.

Avant le 3 juin, des dizaines de personnes avaient été tuées dans la répression des manifestations déclenchées le 19 décembre 2018 pour protester contre la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, avant de se transformer en contestation du régime de M. Béchir, destitué et arrêté le 11 avril par l'armée après trois décennies au pouvoir.

Vent de rébellion à l'APR : Des militants mettent en place le mouvement « Sénégal debout »



Le parti au pouvoir risque d'aller aux prochaines élections locales en rangs dispersés. En effet, un vent de rébellion souffle au niveau de l'Alliance pour la République (APR).

Des militants, qui se disent de la première heure, affirment que cela fait une éternité qu'ils mouillent le maillot et qu'ils ne sont pas récompensés. C'est pourquoi, ils déclarent qu'ils ne vont pas se laisser faire car ils sont fatigués d'être des oubliés de toujours. Ainsi, cette fronde va mettre un mouvement politique dénommé Sénégal debout. «Le président ne considère personne. Dix ans dans le parti, zéro considération pour la plupart des responsables fondateurs, qui se sont toujours sacrifiés pour gagner toutes les élections. Nous avons prévu d'aller à ces élections sans la coalition présidentielle. Nous allons cotiser pour avoir la caution et nous allons atteindre le taux de parrainage dans toutes les communes», a indiqué un des animateurs de ce mouvement.

Qui souligne qu'au niveau de la formation politique créée par l'actuel président de la République, pour être récompensé, il ne suffit pas d'être un militant de souche mais de la 25e heure. A l'en croire, les transhumants sont mieux traités que les «autochtones» au sein de l'Apr. «L'objectif du mouvement Sénégal debout est de permettre à tous les responsables de l'APR laissés en rade depuis 7 ans de s'imposer et de se présenter aux élections locales sans la coalition présidentielle», indiquent les animateurs de ce mouvement qui disent-ils, est composé essentiellement des membres de l'APR (ministres, dg, cadres...).

Ce n'est la première fois que des frustrés de l'APR sortent pour décrier leur mauvais traitement. La semaine dernière des jeunes et des femmes de l'APR de Pikine étaient en grève de la faim. Après 48 heures de diète, ces militants du parti présidentiel disent que leur message est passé.

Corruption au Maroc : Le numéro vert fait tomber le directeur de l'Agence urbaine de Marrakech



La Brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ) de Marrakech a procédé cet après-midi à l'interpellation du directeur de l'Agence urbaine de Marrakech, Khalid Ouaya, pour des faits de corruption. Moins d'une heure après sa sortie d'une réunion au siège de la Wilaya de Marrakech, le directeur de l'Agence urbaine de Marrakech, Khalid Ouaya, a été arrêté par la BNPJ. Selon des sources contactées par H24info, l'homme

a été interpellé suite à une plainte pour corruption signalé au numéro vert, le 600, mis à la disposition des citoyens par le Parquet. Les détails de l'affaire n'ont pas encore filtré et les observateurs locaux s'attendent à ce que plusieurs têtes tombent après cette affaire. Khalid Ouaya occupait le même poste à l'Agence urbaine de Rabat-Salé avant d'être muté à Marrakech à l'époque où Abdelfattah Lebjioui était le wali de la ville ocre. L'interpellé laissait entendre qu'il allait quitter pro-

chainement son poste pour être nommé gouverneur, selon nos sources. Les policiers sont restés longtemps au bureau du directeur de l'Agence urbaine ce qui laisse présager que l'intéressé a été arrêté en flagrant délit, d'autant plus que nos confrères de Hespess parlent de sommes d'argent saisies. Selon la presse locale, Khalid Ouaya a (par la suite) été placé en garde à vue sous la supervision du parquet compétent.

Arrestation d'Abou Oussama al-Mouhajir : L'Etat islamique étêté au Yémen



La guerre au Yémen connaît un nouveau rebondissement. Les forces spéciales saoudiennes et yéménites, qui font face au groupe Etat islamique (EI) au Yémen, ont porté le coup de grâce à celui-ci. En effet, le chef dudit groupe, Abou Oussama al-Mouhajir, le financier et d'autres importants membres ont tous été interpellés au cours d'une opération militaire à l'intérieur du territoire yéménite. La coalition militaire, composée notamment par les forces saoudiennes et yéménites, a annoncé, dans un communiqué, avoir procédé à l'interpellation du chef du groupe Etat islamique (EI) au Yémen. Abou Oussama al-Mouhajir, dénommé l'«émir de Daech» au Yémen, a été arrêté au cours d'une opération militaire

menée par les forces spéciales saoudiennes et yéménites. Selon l'agence saoudienne SPA, ladite opération menée le 3 juin, a duré dix minutes et, en plus de l'arrestation du chef du groupe djihadiste, a permis à la coalition militaire de mettre la main sur d'autres hauts responsables, dont le financier. Le porte-parole de la coalition, le colonel saoudien Turki al-Maliki, se félicitant de la réussite de l'opération, indique que tout a été fait pour en minimiser les effets collatéraux. Selon lui, les trois femmes et les trois enfants trouvés avec les djihadistes ainsi que les civils habitant près de la maison ciblée n'ont pas été touchés pendant l'assaut qui leur a aussi permis de saisir des armes, des équipements de

localisation et de communication ainsi que des ordinateurs. Pour la coalition militaire, ces arrestations ont «porté un coup dur au groupe terroriste» de l'Etat islamique qui s'est implanté au Yémen depuis l'éclatement de la guerre en 2014 entre le gouvernement et les rebelles Houthis. Depuis le chef du groupe Etat islamique a revendiqué de nombreux attentats sanglants. Au début du mois de juillet 2015, une attaque à Sanaa (la capitale yéménite) a coûté la vie à 28 personnes. En décembre 2016, le groupe djihadiste revendique une autre attaque contre une caserne à Aden (sud). 35 soldats sont tués.

Mali vs Côte d'Ivoire : Wilfried Zaha veut quitter le rassemblement des Eléphants !



A quelques heures du très attendu derby d'Afrique de l'Ouest qui mettra aux prises ce lundi la Côte d'Ivoire et le Mali à l'occasion des huitièmes de finale de la CAN 2019, les Eléphants se retrouvent confrontés à de graves imprévus. En effet, et après la blessure du capitaine Serge Aurier, incertain pour la suite de la compétition, la sélection ivoirienne pourrait faire face à un autre départ. Comme l'affirme ce dimanche le très informé journal local Abidjans-

how.com, Wilfried Zaha aurait demandé à quitter le rassemblement de la sélection, et ce, afin de se rendre dans les plus brefs délais en Angleterre... pour une histoire de transfert! Ardemment courtisé par Arsenal ces derniers jours, le pensionnaire de Crystal Palace n'est pas insensible aux sirènes des Gunners. Et alors que son club a décidé de fixer son prix à près de 80 millions d'euros, Zaha aurait ainsi émis le vœu de se rendre au "Royaume de sa Majesté" pour exiger de vive voix à ses diri-

geants de baisser le montant de sa clause libératoire. Toutefois, jugeant cette demande « déraisonnable », le staff administratif des Eléphants a décidé de ne pas donner suite à la requête de l'ailier de 26 ans. Toujours selon Abidjanshow.com, Zaha est ainsi bien présent à Suez ce dimanche avec le reste de ses partenaires afin de préparer la rencontre face au Mali.

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

CAN 2019 : IBK promet 5 millions aux Aigles pour battre les Éléphants de la Côte d'Ivoire

Pour le second tour de la CAN 2019 qui démarre ce vendredi 5 juillet, les Aigles du Mali jouent les éléphants de la Côte d'Ivoire. Pour pousser les siens à la victoire, le ministère malien des Sports promet une prime spéciale aux Aigles.

C'est l'une des affiches les plus alléchantes de ces quarts de finales de la CAN 2019. Conscients que la tâche ne sera pas aisée, les autorités maliennes ont promis une prime mirobolante aux joueurs. Dans un communiqué publié jeudi sur Facebook, le ministère des Sports du Mali annonce une prime spéciale pour les Aigles du Mali s'ils sortent vainqueurs du duel contre les Éléphants. « Le Ministre de



la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré a décidé d'octroyer une prime exceptionnelle de 5 millions en cas de victoire contre la

RCI en plus des dispositions prévues par l'arrêté interministériel », peut-on lire sur le compte Facebook du ministère.

CAN 2019 : La Côte d'Ivoire et ses étoiles sur le chemin du Mali

Qualifié pour les huitièmes de finale de la coupe d'Afrique des nations, les aigles du Mali, premiers du groupe E sont tombés sur la Côte d'Ivoire, deuxième de son groupe D. Les deux équipes s'affrontent ce lundi 8 juillet pour une place en quart de finale.

Longtemps considérés comme la bête noire de l'équipe nationale du Mali, les Éléphants de Côte d'Ivoire semblent bien prenables cette année.

Double vainqueur de la compétition, la Côte d'Ivoire fait figure de favorite pour la victoire finale mais pour ce faire elle devra se défaire



d'une courageuse et talentueuse équipe malienne qui a séduit tout le monde lors des éliminatoires de cette CAN, mais aussi lors des phases de poule de la compétition qui a vu le Mali passer devant la Tunisie.

Le Mali, qui est à la recherche d'un premier sacre dans cette compétition, est dirigée par un coach local, le directeur technique national,

Mohamed Magassouba, un grand connaisseur du football africain.

Une équipe malienne dont la force réside certainement dans le collectif, et la qualité et talent individuel des certains joueurs.

Il y a de la place pour les Aigles, c'est à eux d'aller chercher.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous serez confronté à de nouveaux défis dans vos activités. Certaines choses pourraient changer pour vous. Cela demandera un peu de temps, ce qui vous arrangera bien, car vous en aurez besoin pour savoir vraiment ce que l'on attendra de vous sur ce poste.

Vous ne résoudrez rien en vous défilant. Vous devrez prendre acte de la situation et réagir sans plus tarder, d'autant plus que la personne qui suit vos comptes sera absente. Son remplaçant, ne vous connaissant pas, appliquera à la lettre les consignes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous n'hésitez pas à prendre les décisions nécessaires à la bonne évolution de vos plans de carrière. Si vous cherchez du travail, vous serez décidé à relever vos manches et à agir de manière constructive. Vous saurez prendre de bonnes initiatives.

Vous aurez en tête un projet personnel qui importe à vos yeux et vous essayerez de mener vos finances dans ce sens. Nouveaux placements, nouvelle façon d'épargner, vous passez tout en revue pour trouver les solutions ayant le meilleur rendement.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un tournant dans votre carrière peut arriver suite à une usure et une ambiance détestable. Un moment de doutes sur vos compétences intervient. Vous êtes lassé de certaines tâches effectuées, écoutez votre sixième sens pour suivre une nouvelle voie.

Le climat favorise des dépenses multiples qui représentent une coquette somme au final. Il y a peu d'économie actuellement, car le hasard s'en mêle. Les factures peuvent se suivre et venir pendant d'autres dépenses. La situation peut vous rendre assez nerveux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le premier qui vous marchera sur les pieds vous entendra. Personne ne s'y risquera et vous travaillerez tranquillement. Votre énergie vous servira pour clôturer vos dossiers en attente. Il y aura longtemps que vous n'aurez pas fait un aussi bon boulot.

Vous déborderez d'idées pour grappiller quelques euros par-ci, par-là. On jugera votre façon de faire inutile, mais vous n'aurez pas le sentiment de perdre votre temps, car vous gagnerez de l'argent. Vous jubilerez en dévoilant clairement vos profits.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez chercher l'avis de collègues chevronnés pour avoir un éclairage sur vos choix. Pour évoluer, faites confiance à votre intuition pourtant qui vous guide. Une évolution rapide tourne en votre faveur et peut réaliser l'un de vos souhaits.

Vos tentations de ne pas faire d'achats tombent à l'eau. C'est dans des sorties que vous dépensez le plus. Votre générosité peut vous exposer à quelques regrets, sans conséquence sérieuse sur le budget. Essayez de freiner les frais sur des articles chers.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez d'un pragmatisme efficace aujourd'hui. Peu importe la situation que vous allez rencontrer, vous saurez vous adapter avec facilité et trouver des façons originales de régler les aléas de cette journée. Si vous managez une équipe, vous serez largement à la hauteur.

Ne cherchez pas à aller trop vite si vous faites vos comptes aujourd'hui, vous pourriez commettre quelques étourderies comme oublier de payer une facture dans les temps ou ne pas autoriser un prélèvement assez vite. Attention aux éventuelles majorations !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pouvez effectuer un remplacement au pied levé ou subir une bien mauvaise organisation. Des efforts sont à faire pour supporter les humeurs des uns et des autres dans votre service. Le lieu où vous travaillez peut subir une transformation de décor.

La trésorerie manque et donne l'occasion de refaire le point sur la façon de travailler. Changer d'activité est une première piste envisagée pour augmenter votre pouvoir d'achat. En attendant de trouver une solution, la sagesse l'emporte sur les tentations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mars se plaira en Lion et emploiera son énergie à satisfaire vos ambitions. Une journée chargée, mais intéressante vous attendra. Vous pourriez occuper tour à tour divers postes, ce qui vous permettra de démontrer l'étendue de vos compétences.

Vous serez loin d'être le seul à vous positionner sur ce produit. Loin de vous décourager, ce défi représentera l'occasion de vous prouver que vous êtes capable de négocier. Malgré une concurrence acharnée, vous aurez toutes les chances de gagner.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus vous pousse au changement. L'astre vous propose de nouvelles pistes et de nouveaux projets. Le duo Mercure/Mars vous permettra de les étudier et de réagir promptement le cas échéant. La semaine commence bien !

Vos finances sont sur la sellette ! Veillez à ne pas faire d'imprudence et en cas de travaux imprévus urgents, prenez tout de même le temps de comparer les prestations et les prix. Vous y serez gagnant au final. Gardez le contrôle !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Mars vous permettra une grande efficacité dans les tâches que vous avez à gérer. Vous serez efficace, mais peu organisé. Il faut dire que tirillé entre différentes idées, vous commencerez tout et manquerez de temps pour finir ce qui est entamé.

Ça ne sera pas un bon jour pour prendre des décisions radicales. Si vous voulez résilier un placement, une assurance ou tout autre contrat financier, prenez le temps de bien vous renseigner sur les échéances. Vous pourriez perdre de l'argent en ne respectant pas vos engagements.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Pour être performant dans la journée, ne vous laissez pas détourner par des distractions ou une ambiance bon enfant. Des collègues pourraient avoir moins envie de travailler, ce qui occasionne une attitude crispante. Vous ressentez une possible injustice.

Vous devez être très prudent avec la trésorerie, car elle s'envole dans diverses choses et peu d'économie reste possible pour assurer la stabilité jusqu'à la fin du mois. Votre générosité dans la vie sociale peut également être la cause de frais multiples.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous rencontrez des obstacles ou des conflits dans votre sphère d'activité, mais votre motivation sera la plus forte. Car Mercure en Lion vous donnera des ailes et un sacré répondant. Une opportunité vous apportera une belle avancée professionnelle.

Dès lors où vous saurez vous affirmer et revendiquer vos droits sans créer de discordes avec vos interlocuteurs financiers, vous retrouverez de la fluidité dans la gestion de vos comptes. Si besoin, un découvert ponctuel sans frais vous sera accordé.

FOEY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie